



# LE VIVANT électronique

## (N° 120 mai 2009)

Bd du Midi 25-27

1000 Bruxelles

Tél. : 02.513.08.88

E-mail : [info@vivant.org](mailto:info@vivant.org)

Site : [www.vivant.org](http://www.vivant.org)

[www.vivanteurope.org](http://www.vivanteurope.org)

Rédaction : Jean-Paul BRASSEUR

[jpbrasseur@vivant.org](mailto:jpbrasseur@vivant.org) 00 32 499 35.85.72

- Sommaire :**
- 1. Le revenu de base dans le monde**
  - 2. Un revenu de base dans l'actuelle situation de crise économique**



k0333431 www.fotosearch.com

## 1. Le revenu de base dans le monde

- **À titre d'essai**, le revenu de base a été instauré aux Etats-Unis sous le Président Nixon (1970-1975).
- **Dans l'état américain de l'Alaska**, le revenu de base, quoique modeste mais inconditionnel, est devenu une réalité dans le cadre de l'Alaska's Permanent Fund.
- **Au Brésil**, le gouvernement du Président Lula a donné son feu vert en 2003 pour la mise en place progressive d'un revenu de base.

### **Extrait du discours de LULA (président du Brésil) à L'ONU en 2006 :**

*« Le 'Salairé Familial', qui est au cœur de notre programme 'Zéro Faim', assure un revenu de base à plus de 11 millions de familles brésiliennes. Des gens bien nourris peuvent rehausser leur dignité, améliorer leur santé et leur capacité à apprendre. »*

*Placer des ressources dans des programmes sociaux ne constitue pas une dépense. C'est un investissement.* » Discours de LULA (président du Brésil) à L'ONU en 2006.

- **En Afrique du Sud**, l'introduction d'un tel revenu a échoué de justesse.  
- **En 2003**, le rapport Boutin **en France** recommande l'introduction d'un dividende universel d'un montant mensuel de 330 Euros pour chaque personne.

- **En Bolivie** : instauration en 2008 d'un revenu de base pour les personnes âgées.  
« Depuis le 1er février 2008, tous les aînés reçoivent une allocation équivalant à deux cinquièmes du salaire minimum. Une mesure financée grâce à un impôt sur les hydrocarbures. » <http://www.narosnews.fr/spip.php?breve669>

- **Les travaillistes britanniques** ont introduit une allocation pour chaque nouveau-né, intouchable jusqu'à la majorité mais engrangeant des intérêts composés pendant 18 ans.

- **Le Gouvernement irlandais** a mis l'instauration d'un « basic income » à l'ordre du jour législatif, projet justifié à ses yeux par la forte croissance économique de ces dernières décennies dans ce pays.

## **2. Un revenu de base dans l'actuelle situation de crise économique**

### **Il vient d'être créé une sous-commission au sein du Parlement espagnol pour essayer d'étudier la pertinence d'un revenu de base.**

La crise économique frappe d'une façon plus grave que tout ce qu'on pouvait penser il y a seulement quelques mois.

Actuellement toutes les personnes disposant d'un minimum d'information partagent l'opinion que nous sommes face à une situation de crise sans précédent depuis le *crack* de 1929.

Or, il y a un peu plus d'une année, beaucoup de monde considérait que nous nous trouvions dans une situation économique mauvaise, mais de courte durée. Il s'agissait, selon cette façon de voir les choses, d'une crise semblable à celles qui ont eu lieu depuis la moitié du siècle passé. **Tout montre que ce n'est pas le cas.**

Les conséquences sociales de cette crise économique s'avèrent graves.

Même s'il est impossible d'assurer, à la moitié de l'année 2009, que nous sommes aux débuts ou à l'*équateur* (sûrement pas à la fin) de la crise, un certain nombre de ses conséquences sont déjà catastrophiques. **En particulier pour les secteurs de la population qui sont en train de perdre leur emploi.**

L'augmentation du chômage se produit à une vélocité et avec des magnitudes inconnues depuis longtemps. Toutes les prévisions se sont relevées courtes quand on connaît les chiffres réels. Aucune prévision n'avait mentionné que le taux du chômage arriverait au **17,3 %** au premier trimestre 2009, comme il est avéré maintenant. Les estimations de certains chercheurs évaluent même que le taux du chômage **pourrait atteindre 30 % à la fin de 2010**. En tout cas, au milieu de 2009, le nombre de chômeurs dans le **Royaume d'Espagne dépasse déjà officiellement les 4 millions**.

Le futur se présente plus grave quand on sait que **la récupération économique** - quand elle se produira - **ne pourra pas absorber en peu de temps ce niveau de chômage**. Dans le meilleur des cas, il faudra plusieurs années de croissance soutenue pour absorber les 5 millions de chômeurs qu'on manquera d'atteindre, y compris qui seront surpassés au moment culminant de la destruction de l'emploi.

Le pourcentage des pauvres dans l'économie espagnole est resté assez stable ces dernières décennies. Mais la crise économique induit une augmentation rapide de la pauvreté. Il y a fallu des taux de croissance économique substantiels au long des derniers lustres, pour maintenir le pourcentage de pauvres aux environs du 20 %, tandis que la situation actuelle augmente le nombre des personnes qui se trouvent en dessous du seuil de pauvreté.

**L'impact généralisé de la crise fait apparaître clairement les faiblesses évidentes d'un réseau de protection sociale déficient, fragmenté et contradictoire.**

Le gouvernement s'est trouvé, en plus, dans la situation d'activer précipitamment de nombreuses mesures d'urgence face à la crise qui aggravent - si cela est possible - l'arbitraire et les formes de notre système de protection sociale.

Face à une situation comme celle que nous connaissons actuellement, nous pensons que la proposition d'un **revenu de base** - une assignation monétaire inconditionnelle pour tous les citoyens et les personnes disposant de la résidence légale - pourrait avoir beaucoup de bienfaits pour les secteurs de la population les plus durement frappés par la crise.

Il est bien évident que le revenu de base, même avec les effets importants qu'il pourrait avoir, n'est pas une mesure qui pourrait en soi-même mettre fin à la crise. Mais nous n'avons pas de doute qu'il pourrait **amoindrir ses conséquences** les plus dures pour ces secteurs de la population.

Par ailleurs, défendre l'idée d'un revenu de base dans une situation de crise économique ne signifie pas que nous considérons qu'il n'y a pas aussi de bonnes raisons pour la défendre en périodes de bien-être économique. Nous voulons seulement signaler que certaines des qualités du revenu de base qui peuvent avoir **des effets bénéfiques** dans une situation économique stable, ont encore plus de force dans une situation de crise économique grave comme l'actuelle.

Pourquoi ?

Disposer d'un revenu de base fixe, en cas de perte de l'emploi, offrirait la possibilité d'affronter le futur de façon moins préoccupante. En dépit du fait qu'il s'agit d'une mesure valable dans toutes les conjonctures économiques, dans une situation de crise où le taux du chômage est beaucoup plus importante et où les pertes de postes de travail s'accroissent de façon accélérée, la caractéristique mentionnée du revenu de base prend **une importance sociale majeure**.

Disposer d'un revenu de base quand le volume des chômeurs est croissant, et par conséquent les promesses de réinsertion ou de trouver un emploi, résonnent comme de pieux mensonges, permettrait d'assurer, même sous forme précaire, l'avenir le plus immédiat.

La pauvreté n'est pas seulement la privation des moyens matériels d'existence. La pauvreté se traduit aussi par la dépendance de la volonté pour les uns ou la cupidité pour d'autres, et la rupture de l'estime de soi, l'isolement et la compartimentalisation sociale de ceux qui la subissent.

Un revenu de base - équivalent au moins au revenu du seuil de pauvreté - serait une forme **pour s'en sortir et lutter** contre ses effets d'une façon très directe.

Dans une situation de dépression économique dans laquelle, comme on l'a dit, les pourcentages de pauvreté augmentent de façon significative et pourraient atteindre prochainement la proportion **d'un pauvre pour quatre habitants**, le revenu de base pourrait constituer **une bonne digue de contention** à cette vague de pauvreté.

Un revenu de base constituerait, en même temps, **un puissant encouragement** pour la recherche d'emploi pour toutes les personnes l'ayant perdu, car à **la différence des prestations**

**conditionnées** qui existent maintenant, **il ne disparaîtra pas comme tel** quand on commencera à toucher un salaire.

Le revenu de base finirait ainsi avec le « piège du chômage », en permettant **d'affronter la recherche d'un emploi avec plus d'efficacité** et avec moins de pressions contraignantes pour les travailleurs – qui conduisent fréquemment à la prolifération des emplois mal payés, à peine qualifiés et la baisse de la productivité - en ouvrirait en plus des perspectives intéressantes pour la croissance de l'emploi à temps partiel choisi volontairement.

La perception d'un revenu de base suppose aussi **une réduction du risque** au début de certaines activités d'auto emploi (ou emploi par son propre compte).

En grands traits, il y a deux types d'entrepreneurs : **(i)** ceux qui ont un soutien (familial, dans la plus part des cas) qui leur permet de s'engager dans un petit projet d'entreprise d'une façon raisonnablement sûre, et **(ii)** ceux pour qui l'auto emploi est la seule possibilité de travail. Dans le second cas, le risque possible ne consiste pas seulement dans la perte de l'investissement, mais aussi **la perte des moyens de subsistance**, ce qui fait qu'une telle décision est fréquemment plus hasardeuse. Mais le risque est plus large : dans beaucoup de cas, le manque d'un capital initial minimum fait reculer les éventuels entrepreneurs.

Le revenu de base, par contre, permet aux entrepreneurs du second type d'en capitaliser le petit projet d'entreprise et, en même temps, de ne pas être dépendants de son succès pour survivre.

Dans une situation dépressive, le revenu de base, en plus de représenter un stimulant - en tout cas meilleur que rien – pour entreprendre des tâches d'auto emploi, représenterait **une garantie majeure** pour faire face, même partiellement, aux éventualités d'un possible échec de réelles initiatives, ainsi que la possibilité d'entreprendre d'autres avec de meilleures chances.

Dans une situation de crise économique, les attaques contre les postes de travail et les salaires sont fréquents : le Fond Monétaire International, le Banco de España, le Banco de Bilbao Viscaya Argentaria ou la patronal CEOE, entre autres organismes, se sont manifestés sans la moindre retenue pour la modération salariale, le licenciement conséquent, la diminution du « coût salarial » et ils sont pour rogner davantage sur les pensions et la protection sociale.

Nous assistons à l'annonce permanente et renouvelée de présentations de dossiers de liquidation ou de régulation de personnel, sans compter les innombrables petites entreprises qui ferment leurs portes.

Les luttes de résistance avec plus ou moins d'intensité pour tenter d'éviter les licenciements et la détérioration des conditions de travail sont fréquentes.

**Le rôle de caisse de résistance que le revenu de base** pourrait jouer dans les luttes des travailleurs pour défendre leurs postes de travail se verrait, pour le moins, augmenté.

La crise économique peut déboucher sur une grande régression des acquis sociaux durement obtenus. Le revenu de base pourrait constituer un instrument efficace dans les mains des travailleurs pour résister à cette régression, mais aussi une idée imaginative pour **renforcer et (re) désigner** ces acquis sociaux, en incorporant les principes **d'une meilleure individualisation**, l'intégration avec le système fiscal, la progressivité, la redistribution, la lutte contre la stigmatisation et l'universalité de la protection.

La crise actuelle a mis en évidence que - **quand il y a intérêt et l'on juge nécessaire** - s'utilisent des énormes quantités des fonds publics pour essayer de sauver une situation provoquée par ceux qui ont mis sans le moindre frein à la maximalisation de la rentabilité dans la spéculation financière.

Le volume de ressources à mobiliser ou la complexité politique et administrative n'est pas une raison, en soi, pour s'opposer à prendre en considération des propositions si importantes et de poids comme le revenu de base.

Ce sont quelques réflexions qui nous amènent à **présenter aux organisations sociales, partis politiques, syndicats, mouvements sociaux et à la citoyenneté en générale cette proposition sociale**, le revenu de base, pour qu'elle soit prise sérieusement comme une forme d'éviter les conséquences de la crise sur les secteurs sociaux qui sont les plus lésés et ne sont absolument pas responsables de son déclenchement.

**Il vient d'être créé une sous-commission au sein du Parlement espagnol pour essayer d'étudier la pertinence d'un revenu de base.** C'est une bonne occasion pour expliquer les possibilités de cette proposition sociale.

Dans la littérature académique spécialisée, il y a longtemps qu'on discute avec une rigueur scientifique cette idée, où sont présentées et considérées les diverses alternatives par rapport à sa financiarisation, ainsi que les moyens pour sa concrétisation politique.

Nous pensons que le moment est arrivé pour ajouter à la rigueur académique et scientifique, la volonté politique pour avancer dans le chemin du revenu de base. La précarité et l'insécurité économique s'élargissent partout, jusqu'au point d'en toucher des secteurs sociaux qui, dans un passé pas si lointain, jouissaient des degrés importants de sécurité socio-économique. Dans ce contexte, le revenu de base, en tant que **réseau matériel garanti universellement** au moyen d'une réforme du système d'imposition, apparaît comme une voie pour renforcer et améliorer la sécurité matérielle de l'ensemble de la population, **condition nécessaire pour l'exercice de la citoyenneté.**

Mai 2009 **Red Renta Básica Traduction: Hugo Moreno ESPAGNE**